

La Cellule Économique de Bretagne vous propose ce document mensuel présentant d'une part le niveau actuel d'activité de l'ensemble de la filière Construction et, d'autre part, les perspectives pour demain, tant du côté de la commande publique que de la commande privée.

● ENVIRONNEMENT MACRO-ÉCONOMIQUE

D'après la dernière note de conjoncture de la Banque de France (début mai 2023), « en avril, l'activité progresse peu dans le bâtiment bien qu'elle demeure plus dynamique dans le second œuvre que ne le prévoient les chefs d'entreprise le mois dernier. Elle fléchit en revanche significativement dans le gros œuvre, conformément aux anticipations des entrepreneurs.

Pour le mois de mai, les chefs d'entreprise anticipent un repli de l'activité dans le gros œuvre comme dans le second œuvre.

Du côté des carnets de commande, ils se regarnissent dans le bâtiment légèrement pour le deuxième mois consécutif, grâce à un regain de commandes dans le second œuvre.

Les difficultés d'approvisionnement continuent à s'atténuer dans le bâtiment (17% des entreprises les mentionnent en avril, après 19% en mars). Du côté des difficultés de recrutement, elles reculent légèrement en avril dans l'ensemble des secteurs, y compris le secteur du bâtiment, et concernent 51% des entreprises interrogées.

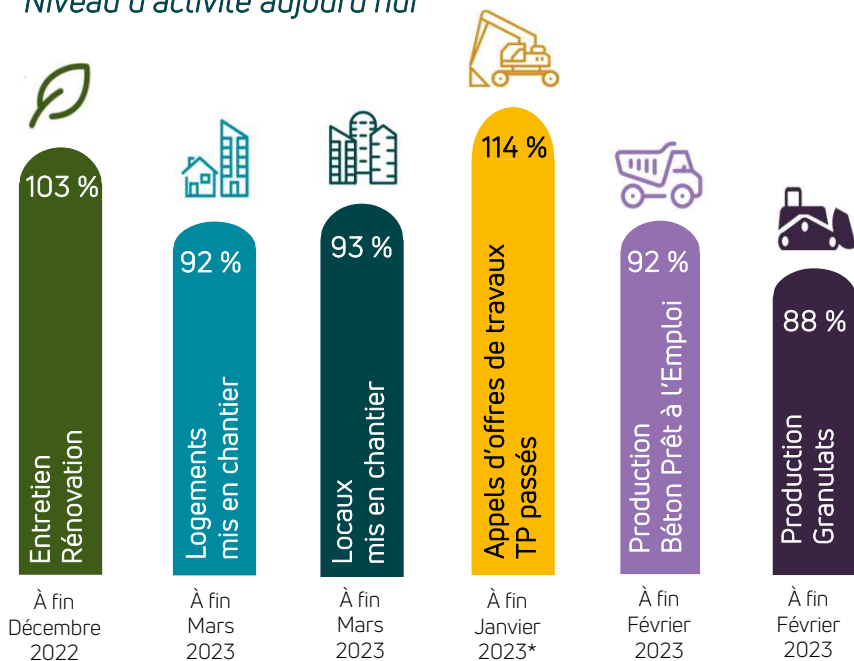
Concernant l'impact de la situation énergétique sur l'activité et les marges des entreprises, 5% des entreprises du bâtiment estiment que la crise énergétique a un impact fort sur leur activité en avril. »

● VUE D'ENSEMBLE FILIÈRE CONSTRUCTION EN BRETAGNE

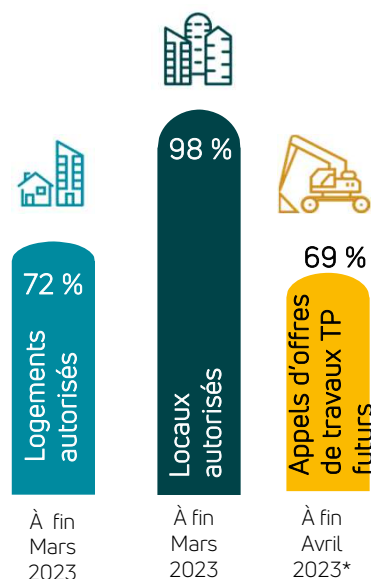
Niveau d'activité 2022 et 2023 cumul 12 mois sauf * mois 2023 par rapport à la moyenne des même mois 2018-2019.

Unité : taux d'avancement | Traitement : Cellule Economique de Bretagne | Sources : SDES, GIE Réseau des CERC, FRB, FRTP, UNICEM, Vecteur Plus

Niveau d'activité aujourd'hui



Perspectives d'activité pour demain



Aide à la lecture : les curseurs supérieurs à 100 % indiquent une amélioration par rapport à la période de comparaison. Les curseurs inférieurs à 100 % reflètent une dégradation.

● Quel niveau d'activité aujourd'hui ? POUR LES ENTREPRISES DU BÂTIMENT

● Activité entretien-rénovation

+ 2,7 % de l'activité entretien-rénovation au 4^{ème} trimestre 2022 par rapport au 4^{ème} trimestre 2021

Au 4^{ème} trimestre 2022, l'activité entretien-rénovation en Bretagne reste orientée à la hausse : + 2,7 % globalement par rapport au 4^{ème} trimestre 2021. La hausse est, ce trimestre, quasi identique sur le marché de la rénovation des logements (+ 2,7 %) que sur celui des bâtiments non résidentiels (+2,6 %). Cette progression plus importante de l'activité de rénovation des logements n'a pas été observée depuis le deuxième trimestre 2021.

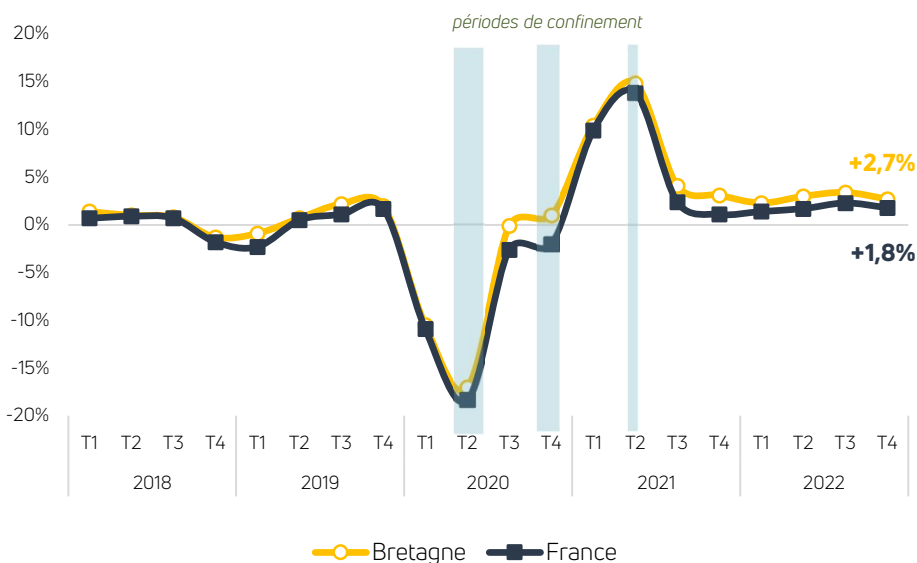
Les évolutions régionales restent également meilleures que celles au niveau national (+ 1,8 %). Ce trimestre, la Bretagne arrive à la 3^{ème} place des régions les plus dynamiques à égalité avec la Normandie et l'Auvergne-Rhône-Alpes (+2,7 % respectivement), derrière Centre-Val de Loire (+ 2,8 %) et les Pays de la Loire (+ 3,2 %).

+ 3,1% de l'activité entretien-rénovation en 2022 par rapport à 2021

Le bilan de l'année 2022 est orientée à la hausse : + 3,1 % globalement par rapport à l'année 2021, plus qu'au niveau national (+1,8 %).

Évolution de l'activité entretien-rénovation Bâtiment (en volume)

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



* Estimations GIE Réseau des CERC basées sur un échantillon restreint d'entreprises

Source : FFB - Enquête Cellule Economique de Bretagne, Réseau des CERC

● Les éco-prêts à taux zéro

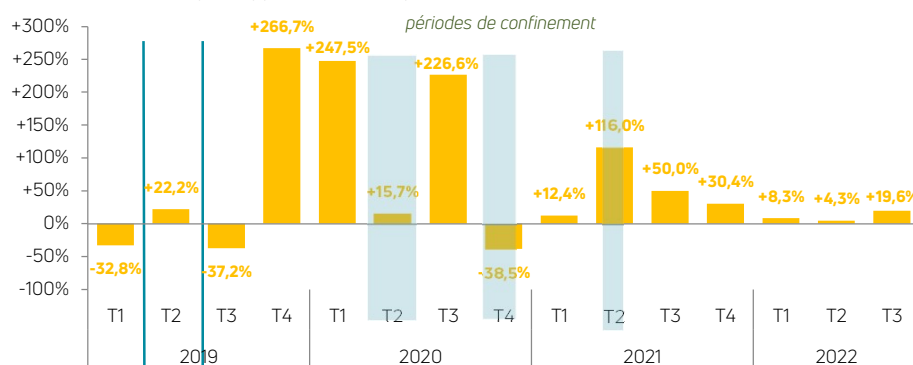
+ 19,6 % d'éco-prêts émis au 3^{ème} trimestre 2022 par rapport au 3^{ème} trimestre 2021

1 719 éco-prêts à taux zéro (éco-PTZ) ont été émis au 3^{ème} trimestre 2022 en Bretagne contre 1 437 au 3^{ème} trimestre 2021.

NB : ce sont les modifications d'attribution des éco-PTZ intervenues au 1^{er} mars 2019 et au 1^{er} juillet 2019 (suppression bouquets de travaux, élargissement à tous les logements...) qui expliquent les évolutions importantes fin 2019 et en 2020.

Evolution des éco-prêts à taux zéro

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : SGFGAS

Suppression conditions bouquets de travaux

Extension à tous les logts achevés depuis plus de deux ans, aux travaux d'isolation des planchers bas, durée d'emprunt uniformisée à 15 ans

● Quel niveau d'activité aujourd'hui ? POUR LES ENTREPRISES DU BÂTIMENT

● Les mises en chantier de logements neufs

**- 8,4 % de logements
mis en chantier**

cumul 12 mois à fin mars 2023

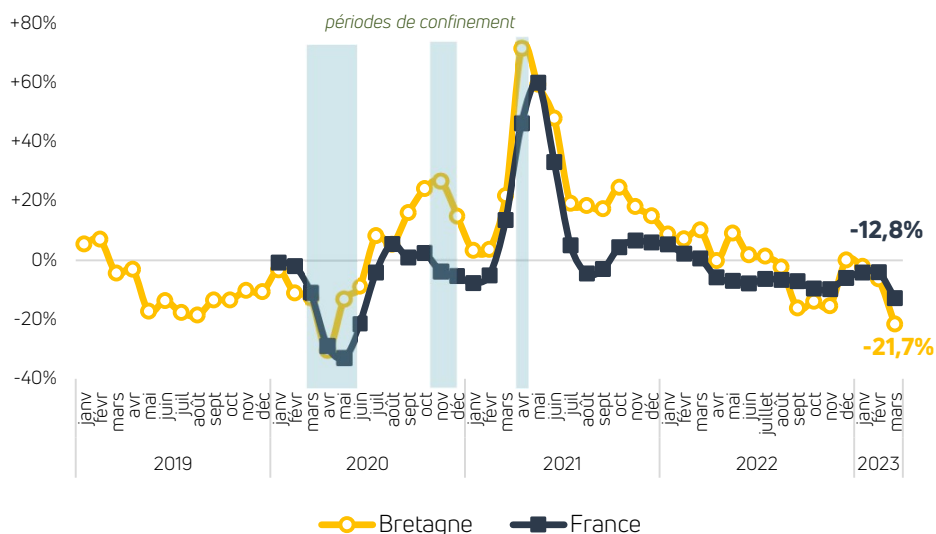
Au cours du 1^{er} trimestre 2023, le nombre de logements mis en chantier est en diminution de 21,7 % en Bretagne par rapport au 1^{er} trimestre 2022. La dégradation enregistrée les mois précédents perdure et s'amplifie en Bretagne. Au niveau national, la situation est toujours en baisse (-12,8%), mais moins qu'en Bretagne.

En cumul 12 mois à fin mars 2023, le nombre de logements mis en chantier en Bretagne est inférieur de 8,4% par rapport au niveau des 12 mois précédents. Ce recul touche l'ensemble des marchés.

Au niveau national, la baisse est similaire à celle observée en Bretagne (-8,3%).

Evolution du nombre de logements mis en chantier sur trois mois glissants par rapport aux mêmes mois de l'année précédente

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : SDES, Sit@del2 en date réelle estimée, estimations à fin mars 2023

● Les mises en chantier de locaux neufs

**- 6,5 % de locaux
mis en chantier**

cumul 12 mois à fin mars 2023

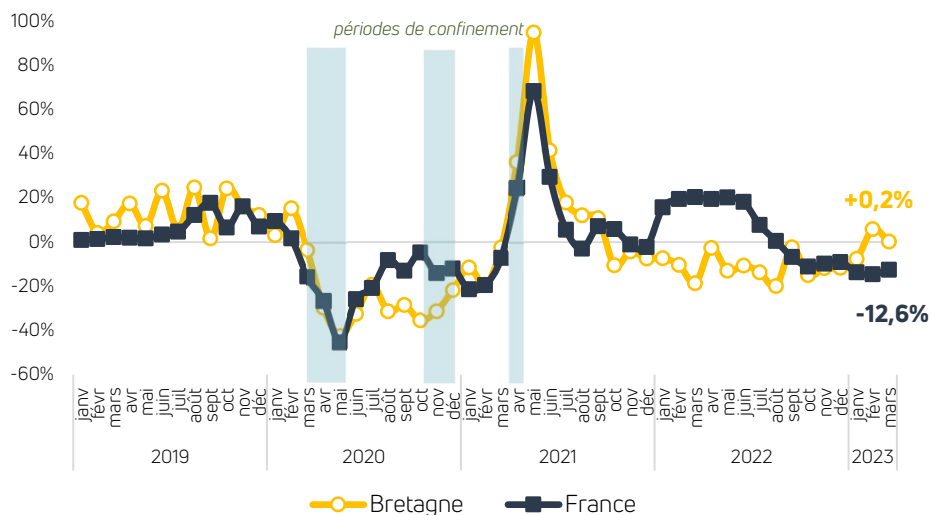
Au cours du 1^{er} trimestre 2023, les surfaces mises en chantier se stabilisent en Bretagne (+0,2%) par rapport au 1^{er} trimestre 2022. Au niveau national, la situation continue de se détériorer (-12,6% par rapport au 1^{er} trimestre 2022).

A fin mars 2023, sur 12 mois glissants, 1,6 million de m² de bâtiments non résidentiels ont été mis en chantier en Bretagne, en baisse de 6,5 % par rapport aux douze mois précédents. Ce recul est plus marqué qu'au niveau national (-2,9%).

En Bretagne, les investissements sont particulièrement en baisse sur le marché des bâtiments agricoles, comme sur celui des équipements publics. Toutefois, ils restent dynamiques dans le secteur privé non agricole (hors bureaux) et particulièrement sur le marché des commerces et sur celui des entrepôts.

Evolution des surfaces mises en chantier de locaux sur trois mois glissants par rapport aux mêmes mois de l'année précédente

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : SDES, Sit@del2 en date de prise en compte

● Quel niveau d'activité aujourd'hui ?

POUR LES ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS

● Opinion des chefs d'entreprise de TP sur leur activité

- 22 % de solde d'opinion sur l'activité du 1^{er} trimestre 2023

L'opinion des chefs d'entreprise bretons sur leur activité au cours du 1^{er} trimestre 2023 reste dégradée avec un solde d'opinion toujours négatif. Les chefs d'entreprise sont plus nombreux qu'il y a trois mois à indiquer une activité en baisse.

Dans le détail, au 1^{er} trimestre 2023, l'activité récente auprès des collectivités locales s'est détériorée par rapport au 4^{ème} trimestre 2022.

Au niveau national, l'opinion des chefs d'entreprise sur leur activité des trois derniers mois se dégrade également (-22 de solde d'opinion au 1^{er} trimestre 2023).

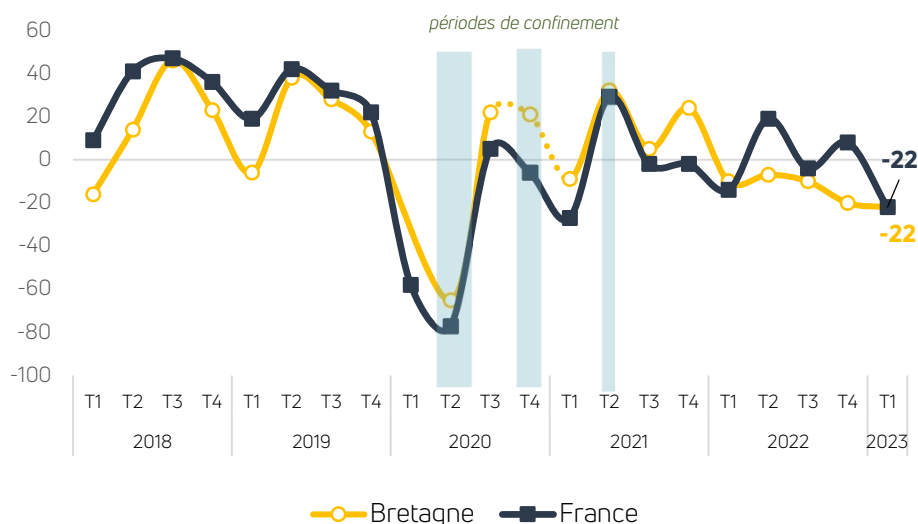
90 % des entreprises bretonnes de Travaux Publics estiment être limitées dans leur capacité de production à la fin du 1^{er} trimestre 2023

En Bretagne, les principaux facteurs qui limitent la production sont :

- Comme au trimestre précédent, la pénurie de main d'œuvre qui pénalise fortement la production (pour 52 % des entreprises bretonnes au 1^{er} trimestre 2023).
- Les contraintes financières sont citées en 2^{ème} facteur limitant (32%), devançant les conditions climatiques (24%). L'insuffisance de la demande apparaît également dans le classement des facteurs limitants (pour 23% des entreprises bretonnes).

Evolution de l'opinion des chefs d'entreprise de Travaux Publics sur l'activité du trimestre

Unité : solde d'opinion



Source : Enquête trimestrielle FNTPI/ INSEE

● Quel niveau d'activité aujourd'hui ? DANS L'INDUSTRIE DES CARRIÈRES ET MATÉRIAUX

● Production de béton prêt à l'emploi (BPE)

-0,6%
de production de BPE
entre déc. 2022 et février 2023
par rapport à décembre 2019
et février 2020

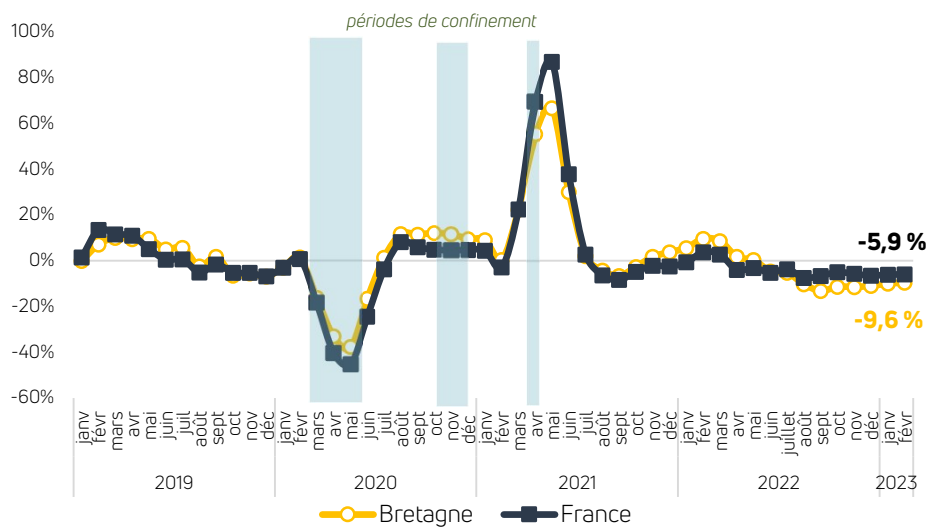
En Bretagne, la production de BPE s'est dégradée sur trois mois (de décembre 2022 à février 2023) par rapport à la période de décembre 2021 à février 2022 (-9,6%), plus fortement qu'au niveau national (-5,9%). Par rapport à décembre 2019 – février 2020, la production de BPE est stable (-0,6%), contrairement à la situation au niveau national en baisse par rapport à la situation d'avant-crise (-5,3%).

-7,7% de production de BPE
cumul 12 mois à fin février 2023

A fin février 2023, sur 12 mois glissants, la production bretonne de BPE est en baisse par rapport aux douze mois précédents (-7,7%), plus que la production nationale de BPE (-3,8%).

Evolution de la production de BPE sur trois mois glissants par rapport à la même période de l'année précédente

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

● Production de granulats

-3,5%
de production de granulats
entre déc. 2022 et février 2023
par rapport à décembre 2019
et février 2020

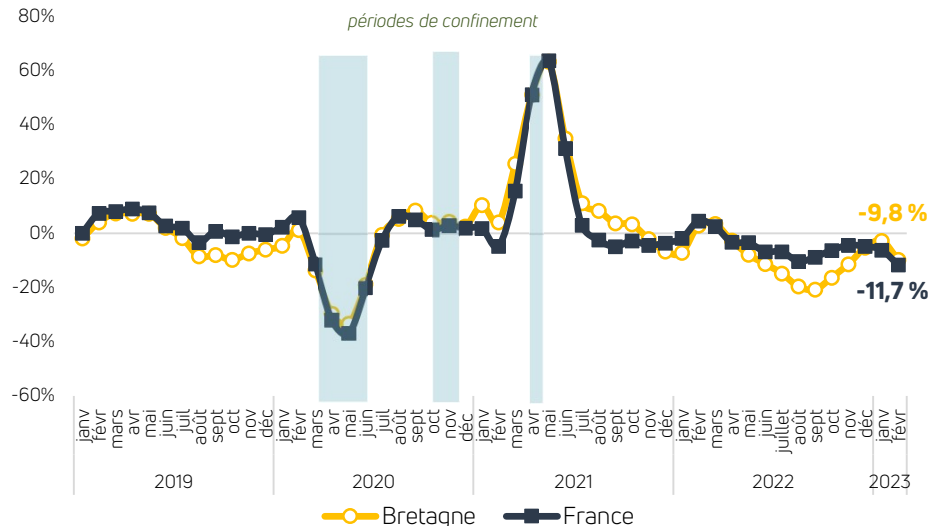
Sur 3 mois glissants, à fin février 2023, la production bretonne de granulats continue de baisser sur un rythme plus soutenu que les mois précédents (-9,8% par rapport à la même période décembre 2021 – février 2022). Ce recul est moins important qu'au niveau national (-11,7%). Par rapport à la situation d'avant-crise (décembre 2019 – février 2020), la production bretonne de granulats est en baisse (-3,5%), moins qu'au niveau national (-12,3%).

- 11,5%
de production de granulats
cumul 12 mois à fin février 2023

A fin février 2023, sur 12 mois glissants, la production bretonne de granulats enregistre un recul plus important (-11,5%) que la production nationale (-7,2%).

Evolution de la production de granulats sur trois mois glissants par rapport à la même période de l'année précédente

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

Quels impacts sur l'emploi et les entreprises ?

L'EMPLOI

L'emploi salarié dans la Construction

+ 7,4 % de salariés dans la Construction au 4^{ème} trimestre 2022 par rapport au 4^{ème} trimestre 2019

78 886 salariés ont été dénombrés au 4^{ème} trimestre 2022 dans le secteur de la Construction en Bretagne, soit une progression de 1,3 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2021.

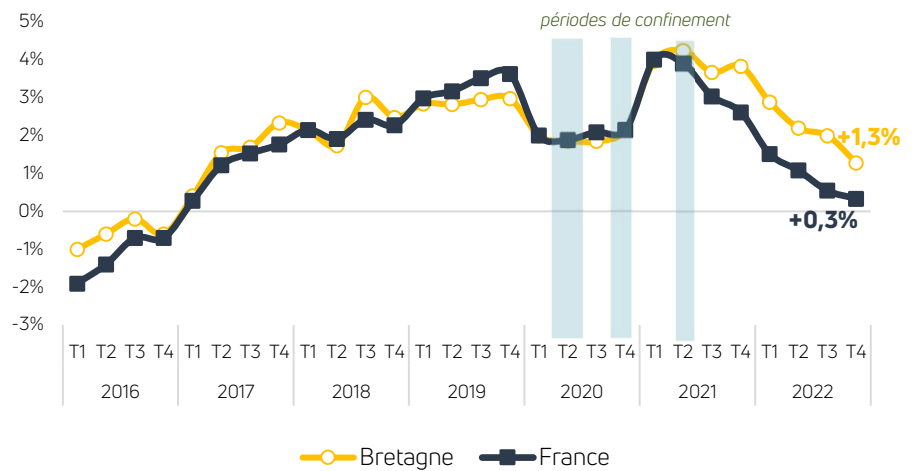
78 886 salariés ont été dénombrés au 4^{ème} trimestre 2022 dans le secteur de la Construction en Bretagne, soit une progression de 1,3 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2021.

Au niveau national, le nombre de salariés dans la construction est quasi-stable par rapport au 4^{ème} trimestre 2021 (+0,3%).

Par rapport au 4^{ème} trimestre 2019, l'emploi salarié progresse fortement : +7,4% en Bretagne et + 5,1% en France.

Evolution trimestrielle du nombre de salariés dans la Construction par rapport au même trimestre de l'année précédente

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : ACOSS – URSSAF (données cvs)

L'emploi intérimaire dans la Construction

- 0,7 % d'intérimaires dans la Construction entre nov 2022-janvier 2023 par rapport à la même période de 2021-2022

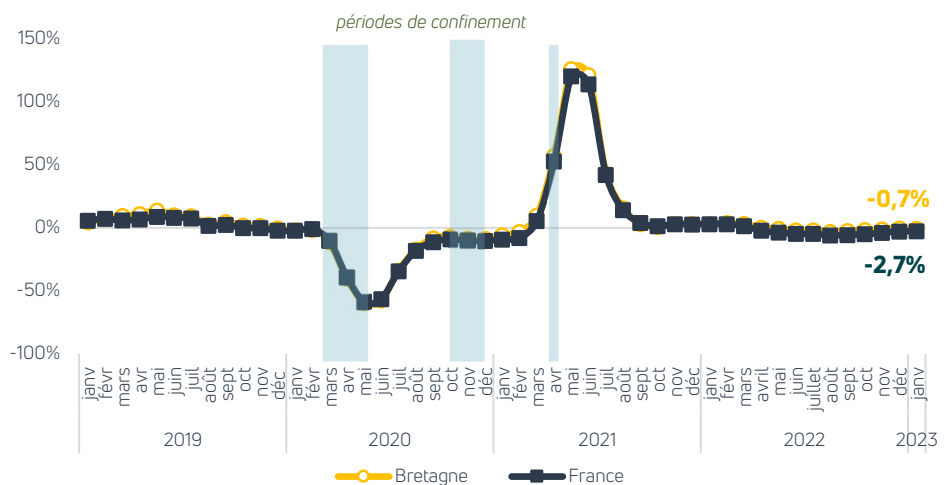
7 196 intérimaires en équivalent temps plein sont recensés dans le secteur de la Construction à fin janvier 2023 en Bretagne.

L'emploi intérimaire dans le secteur de la Construction est en léger recul en Bretagne (-0,7% sur trois mois par rapport à la même période de 2021 - 2022), baisse moins marquée qu'au niveau national (-2,7%).

Par rapport à la période novembre 2019 – janvier 2020, l'emploi intérimaire reste en-deçà des niveaux d'avant-crise (-1,4%), moins qu'au niveau national (-8,1%).

Evolution du nombre d'intérimaires dans la Construction

Unité : 3 mois glissants, % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : DARES (données brutes)

Quels impacts sur l'emploi et les entreprises ?

L'EMPLOI

● Déclarations préalables à l'embauche

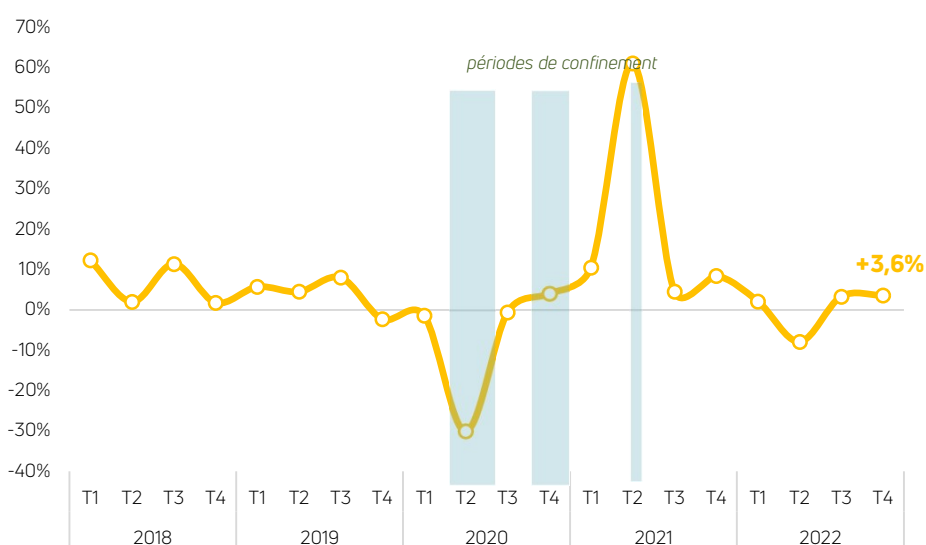
+ 17 % de déclarations préalables à l'embauche dans le secteur de la Construction au 4^{ème} trimestre 2022 par rapport au 4^{ème} trimestre 2019

7 893 déclarations préalables à l'embauche ont été effectuées au 4^{ème} trimestre 2022, dont 53% pour des CDI.

Les déclarations préalables à l'embauche dans le secteur de la Construction augmentent au 4^{ème} trimestre 2022 par rapport au 4^{ème} trimestre 2021 (+3,6%). Elles dépassent également leur niveau d'avant la crise sanitaire : +16,5% par rapport au 4^{ème} trimestre 2019, quel que soit le contrat.

Evolution trimestrielle du nombre de déclarations préalables à l'embauche dans le secteur de la Construction

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : URSSAF (données brutes)

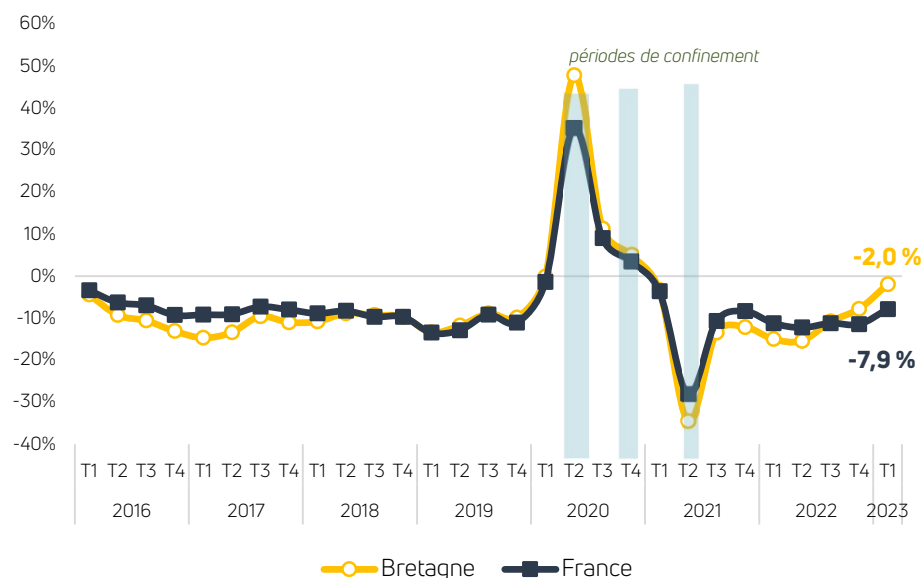
● Demandeurs d'emploi

- 2 % de demandeurs d'emploi (cat. A) recherchant un métier Construction à la fin du 1^{er} trimestre 2023 par rapport au 1^{er} trimestre 2022

7 902 demandeurs d'emploi de catégorie A (n'exerçant aucune activité) recherchant un métier dans la Construction sont recensés en Bretagne à fin mars 2023. Ce nombre de demandeurs d'emploi est inférieur à celui observé à la fin du 1^{er} trimestre 2022 (-2,0%), baisse moins prononcée qu'au niveau national (-7,9%). Tous secteurs économiques, le nombre de demandeurs d'emploi est également en baisse (-3,3%).

Evolution trimestrielle des demandeurs d'emploi en fin de mois en catégorie A dans la Construction

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail) (Données brutes)

Quels impacts sur l'emploi et les entreprises ?

LA DYNAMIQUE DES ENTREPRISES

Créations d'entreprises

+ 32,1% de créations d'entreprises de la Construction au 4^{ème} trimestre 2022 par rapport au 4^{ème} trimestre 2019

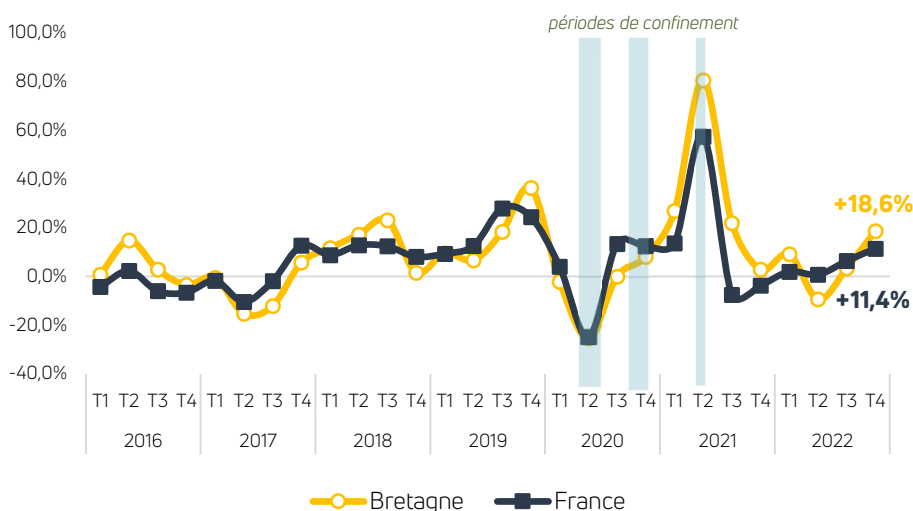
Au cours du 4^{ème} trimestre 2022, 987 créations d'entreprises ont été enregistrées en Bretagne dans le secteur de la construction, dont 50 % concernent des micro-entrepreneurs.

Ce nombre de créations est en augmentation par rapport à celui observé au 4^{ème} trimestre 2021 (+18,6%). Par rapport au 4^{ème} trimestre 2019, il a également augmenté de 32,1%.

Au niveau national, les créations d'entreprise au 4^{ème} trimestre 2022 sont également plus importantes qu'au 4^{ème} trimestre 2021 (+11,4%) et qu'au 4^{ème} trimestre 2019 (+20,8%).

Evolution trimestrielle des créations d'entreprises de la Construction

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : INSEE (données brutes)

Défaillances d'entreprises

+ 1% de défaillances d'entreprises au 4^{ème} trimestre 2022 par rapport au 4^{ème} trimestre 2019

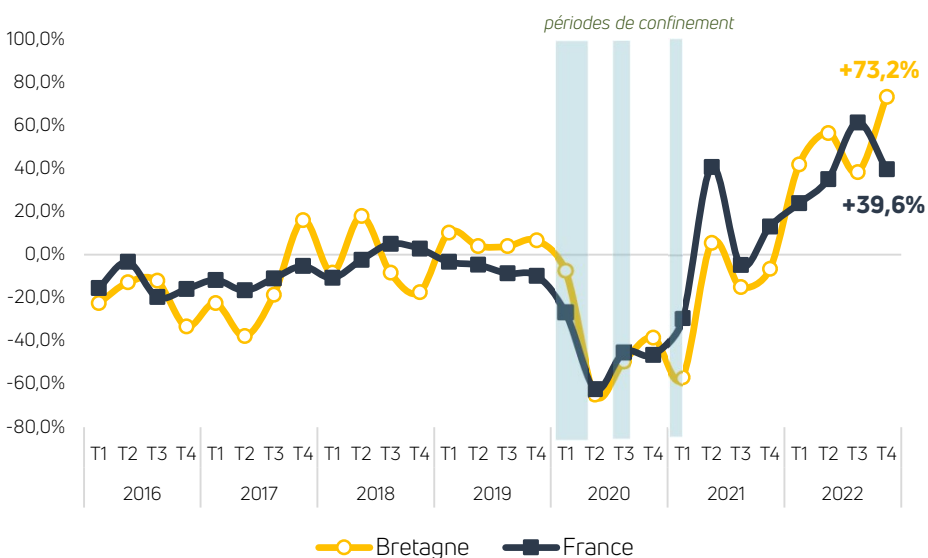
La Banque de France recense 97 entreprises du secteur de la Construction sous le coup de procédures judiciaires au 4^{ème} trimestre 2022 en Bretagne.

Par rapport au 4^{ème} trimestre 2021, le nombre de défaillances d'entreprises de la construction est en hausse de 73,2 %. Au niveau national, cette hausse est moins prononcée (+39,6%).

Par rapport au 4^{ème} trimestre 2019, le nombre de défaillances d'entreprises est quasi-équivalent (+1%) alors qu'il baisse de 15,5 % au niveau national.

Evolution trimestrielle du nombre de défaillances d'entreprises de la Construction

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : Banque de France (données brutes)

Quelles perspectives de relance pour la filière Construction ?

L'ACTIVITE DANS LE BÂTIMENT

Prévision d'activité sur le marché de l'entretien-rénovation

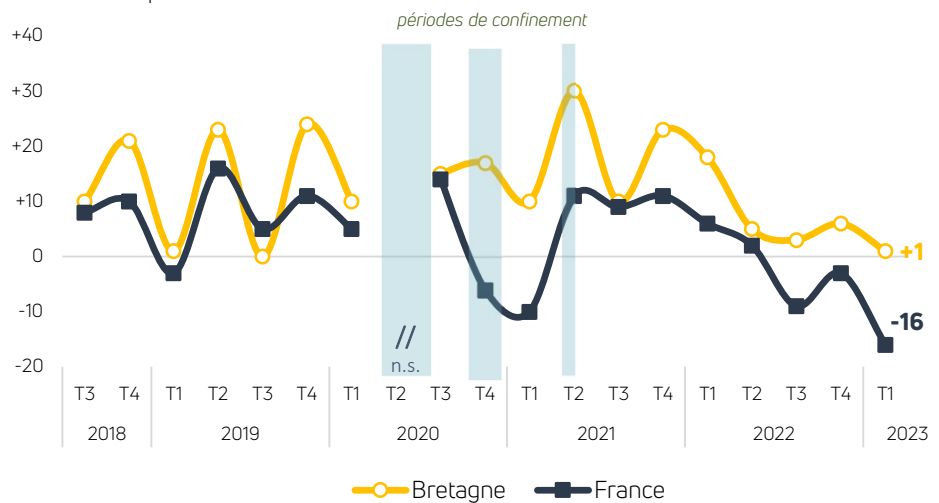
+ 1 : solde d'opinion sur l'activité prévue en entretien-rénovation pour le 1^{er} trimestre 2023

Avec une part d'entreprises anticipant une hausse de leur montant de facturation moins importante qu'au trimestre précédent, le solde d'opinion diminue par rapport au trimestre précédent (+1 contre +6 au trimestre précédent) en Bretagne.

Au niveau national, les perspectives se dégradent très fortement (-16 contre -3 au trimestre précédent). L'écart entre les soldes d'opinion aux niveaux régional et national continue d'augmenter (-17 contre -9 au trimestre précédent).

Prévision d'activité en entretien-rénovation

Unité : solde d'opinion



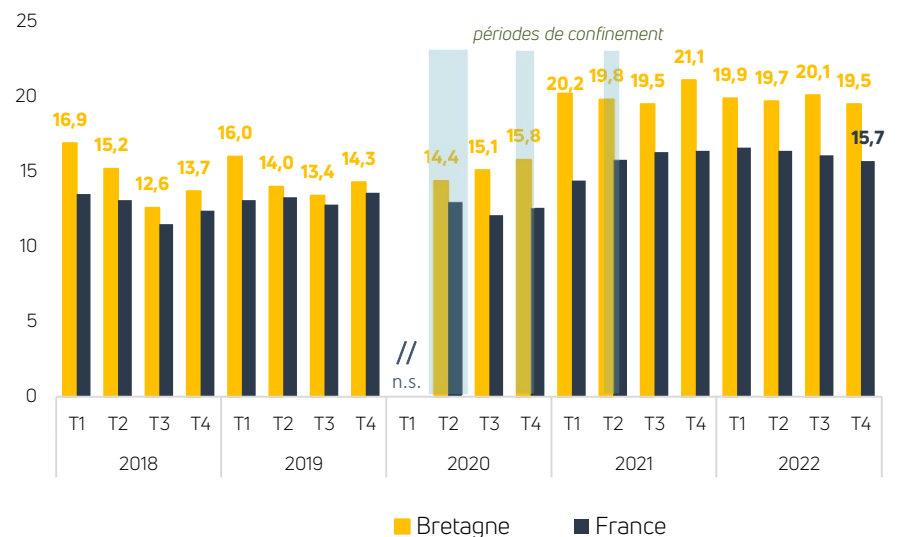
Evolution des carnets de commandes en entretien-rénovation

-0,6 semaine de carnets de commandes en entretien-rénovation à la fin du 4^{ème} trimestre 2022 par rapport au 3^{ème} trimestre 2022

A la fin du 4^{ème} trimestre 2022, les carnets de commandes en entretien-rénovation diminuent par rapport au trimestre précédent, représentant 19,5 semaines de travail garanties en Bretagne (contre 20,1 semaines au trimestre précédent). Au niveau national, les carnets de commandes sont également moins remplis au 4^{ème} trimestre 2022 (15,7 semaines contre 16,1 semaines au trimestre précédent).

Évolution des carnets de commandes en entretien-rénovation

Unité : nombre moyen de semaines



Source : FFB - Enquête Cellule Economique de Bretagne, Réseau des CERC

Quelles perspectives de relance pour la filière Construction ?

L'ACTIVITE DANS LES TRAVAUX PUBLICS

● Prévision d'activité

+5 : solde d'opinion des entreprises de Travaux Publics sur leur activité future au 2^{ème} trimestre 2023

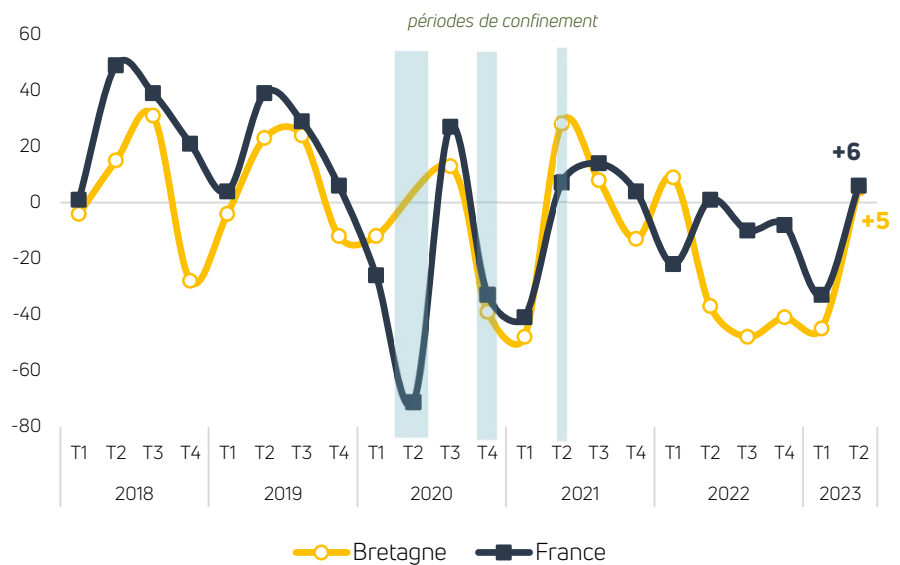
Les prévisions d'activité pour le 2^{ème} trimestre 2023 sont favorables selon les chefs d'entreprises TP bretons (+5 de solde d'opinion). Ils sont plus nombreux qu'il y a trois mois à anticiper une hausse de leur activité plutôt qu'une baisse. Cette amélioration des opinions touche particulièrement l'activité avec les collectivités locales. Au niveau national, la situation est également favorable (+6 de solde d'opinion), un peu plus fortement qu'en Bretagne.

+12 : solde d'opinion des entreprises de Travaux Publics sur leurs effectifs futurs

Les perspectives d'emploi sont positives pour le 2^{ème} trimestre 2023 et s'améliorent par rapport au 1^{er} trimestre 2023 (+12 de solde d'opinion contre +2 au 1^{er} trimestre 2023).

Evolution de l'opinion des chefs d'entreprise de Travaux Publics sur leur activité future

Unité : solde d'opinion



Source : Enquête trimestrielle FNTPI/ INSEE

● Evolution des carnets de commandes

4,8 mois de carnets de commandes à la fin du 1^{er} trimestre 2023

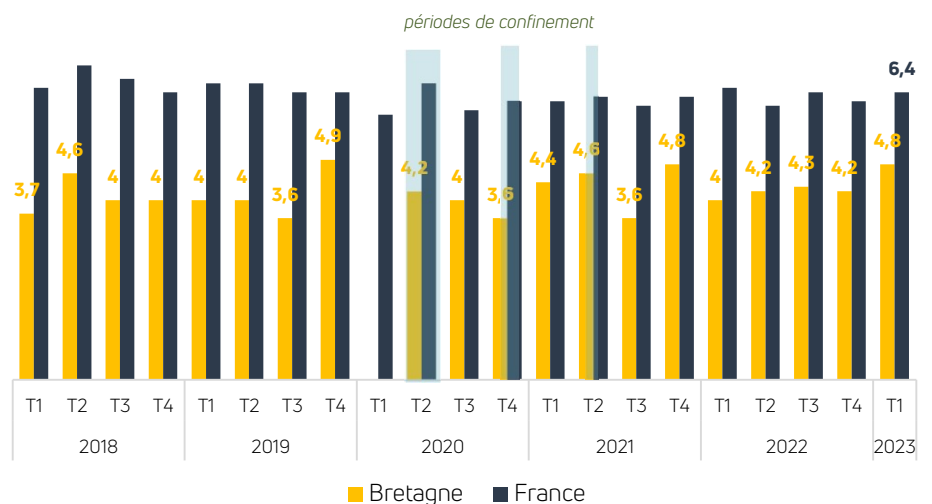
Les carnets de commandes des entreprises bretonnes de Travaux Publics s'établissent à 4,8 mois à fin mars 2023. Par rapport au trimestre précédent, les carnets de commandes s'étoffent (4,2 mois à fin décembre 2022). Au niveau national, ils restent toujours plus garnis qu'en Bretagne (6,2 mois au 1^{er} trimestre 2023).

Les carnets de commandes sont toujours jugés par les chefs d'entreprise TP bretons à un niveau inférieur à la normale, mais de façon moindre qu'au 4^{ème} trimestre 2022 (- 22 de solde d'opinion au 1^{er} trimestre 2023 contre - 28 au 4^{ème} trimestre 2022).

- 22 : solde d'opinion des entreprises de Travaux Publics sur leurs carnets de commandes au 1^{er} trimestre 2023

Evolution des carnets de commandes des entreprises de Travaux Publics

Unité : nombre moyen de mois de travail assuré



Source : Enquête trimestrielle FNTPI/ INSEE

Quels leviers de relance pour la filière Construction ?

LA COMMANDE PUBLIQUE

La commande publique représente 50 % de l'activité totale dans les Travaux Publics et environ 20 % de celle du Bâtiment. Les appels d'offres sont annonciateurs des futurs chantiers pour les entreprises de la Construction. Il s'agit de leviers indispensables à l'activité économique du secteur de la construction dans les territoires.

Marchés de travaux de Bâtiment

-21,5 % de marchés de travaux publiés en janvier 2023

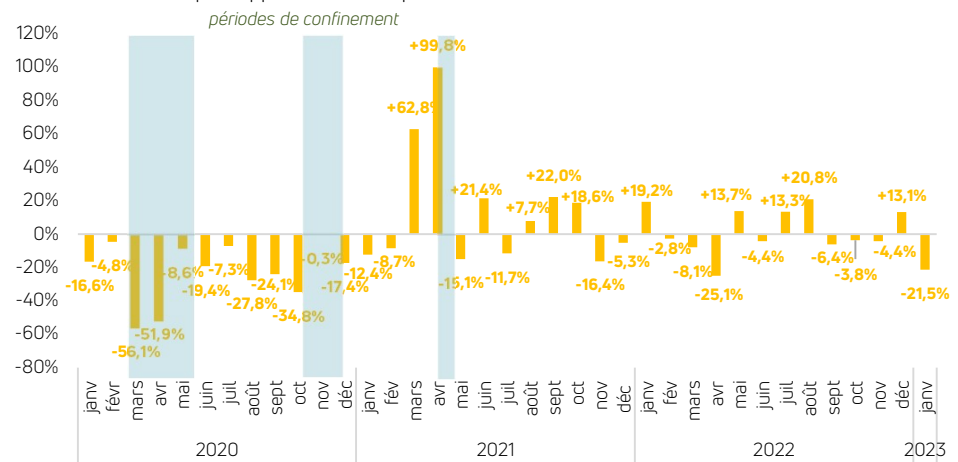
par rapport à janvier 2022

En janvier 2022, le nombre de marchés de travaux Bâtiment publiés est en baisse de 21,5% par rapport au mois de janvier 2022.

A fin janvier 2023 sur 12 mois glissants, le nombre de marchés de travaux Bâtiment publiés est en baisse (-3,5%). Si on compare par rapport à la période mars 2019-février 2020 (avant la crise sanitaire), les marchés de travaux Bâtiment publiés n'ont pas retrouvé les niveaux d'avant crise (-17,2%).

Évolution mensuelle du nombre de marchés publiés pour des travaux de Bâtiment en Bretagne

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : Vecteur Plus – traitement : Cellule Economique de Bretagne

Marchés de travaux de Travaux Publics

- 31,4 % d'appels d'offres remis en avril 2023

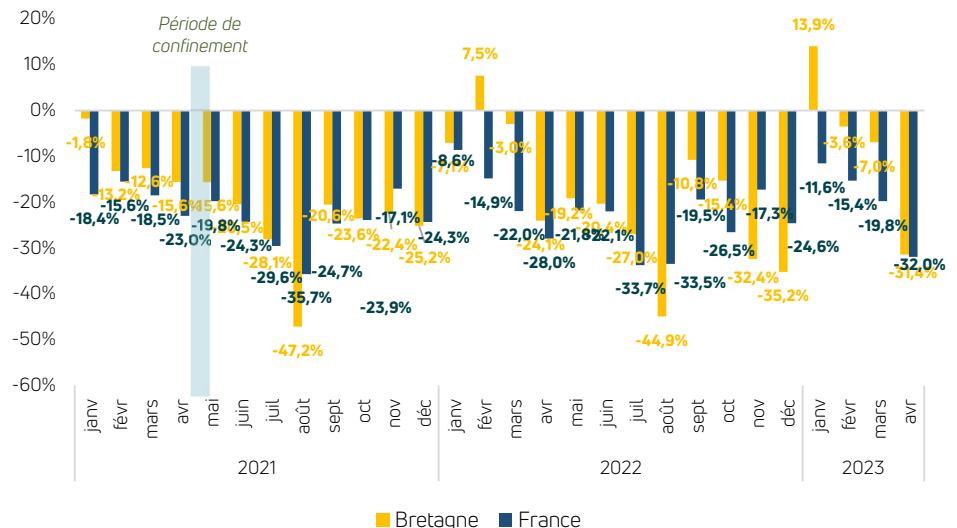
par rapport à la moyenne des mois d'avril 2018 et 2019

En avril 2023, le nombre d'appels d'offres remis dans le secteur des Travaux Publics est inférieur de 31,4% à la moyenne des mois d'avril 2018-2019 en Bretagne (contre -32% au niveau national).

Sur 12 mois glissants, à fin avril 2023, le niveau moyen des appels d'offres remis dans le secteur des Travaux Publics en Bretagne est inférieur de 21,7 % à la moyenne des périodes précédentes (mai 2018 – avril 2019 et mars 2019 à février 2020). Au niveau national, cette baisse est plus marquée (- 25,3 %).

Evolution du nombre d'appels d'offres remis dans le secteur des Travaux Publics

Unité : % d'évolution mois 2023 par rapport à la moyenne du même mois 2018-2019



Source : FRTP - Vecteur Plus

Quels leviers de relance pour la filière Construction ?

LA COMMANDE PUBLIQUE

Marchés de maîtrise d'œuvre Bâtiment et Travaux Publics

+6,3 % de marchés publics de maîtrise d'œuvre pour des travaux BTP publiés en janvier 2023 par rapport à janvier 2022

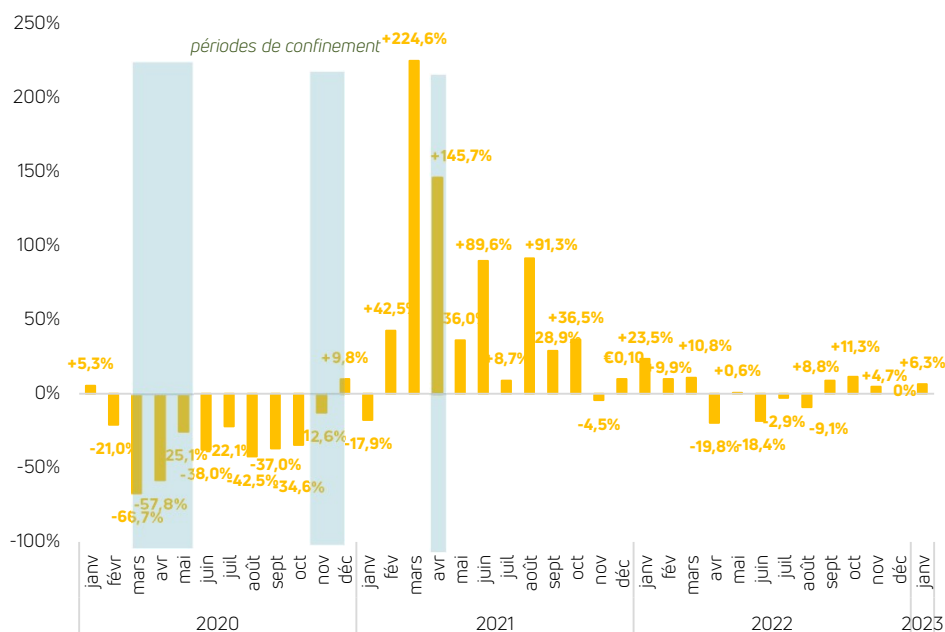
En janvier 2023, le nombre de marchés publics de maîtrise d'œuvre (y compris concours) pour des travaux BTP publiés en Bretagne est en hausse de 6,3% par rapport à janvier 2022.

Comparativement au niveau de janvier 2020, le nombre de marchés publics de maîtrise d'œuvre pour des travaux BTP est également en hausse (+13,5%).

A fin janvier 2023 sur 12 mois glissants, le nombre de marchés publics de maîtrise d'œuvre est stable. Si on compare par rapport à la période mars 2019 – février 2020 (avant la crise sanitaire), les marchés publics de maîtrise d'œuvre publiés à fin janvier 2023 sur 12 mois glissants sont également en hausse (+2,1%).

Évolution mensuelle du nombre de marchés publics de maîtrise d'œuvre pour des travaux BTP en Bretagne

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : Vecteur Plus – traitement : Cellule Economique de Bretagne

Quels leviers de relance pour la filière Construction ?

LA COMMANDE PRIVÉE

Autorisations de logements neufs

- 39,2 %

de logements autorisés au cours du 1^{er} trimestre 2023 par rapport au 1^{er} trimestre 2022

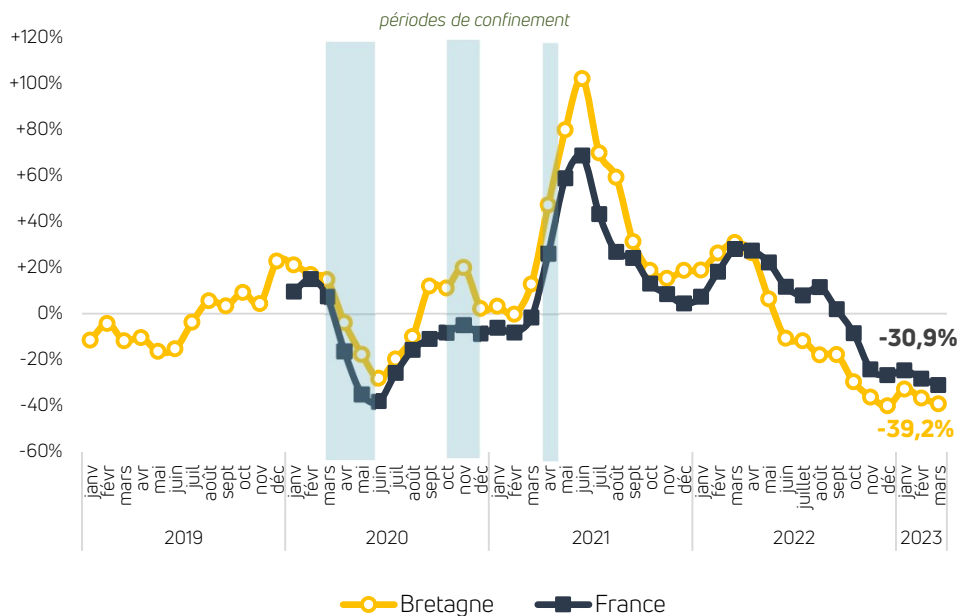
Au cours du 1^{er} trimestre 2023, le nombre de logements autorisés est en recul de 39,2 % par rapport au 1^{er} trimestre 2022. Au niveau national, la situation est un peu moins dégradée (-30,9%).

Sur 12 mois glissants, à fin mars 2023, le nombre de logements autorisés est en baisse de 27,5 % par rapport aux douze mois précédents (contre -22,2% il y a un mois). La Bretagne affiche toujours l'évolution la plus négative au niveau national (-11,5%). Ces évolutions sont néanmoins à considérer en tenant compte de la période d'observation (avril 2022-mars 2023/avril 2021 - mars 2022) qui intègre le début de l'année 2022 ; ce dernier avait en effet enregistré une forte hausse des dépôts de permis de construire.

Les autorisations de l'ensemble des logements continuent de baisser. C'est notamment le cas pour le nombre de logements collectifs ou en résidence autorisés en Bretagne (-22,8%) alors qu'il augmente au niveau national (+12,5%).

Evolution sur trois mois glissants du nombre de logements autorisés par rapport à la même période de l'année précédente

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : SDES, Sit@del2 en date réelle estimée, estimations à fin mars 2023

Surfaces autorisées de locaux neufs

+4,9 % de surfaces autorisées de locaux neufs au cours du 1^{er} trimestre 2023

par rapport à la même période de 2022

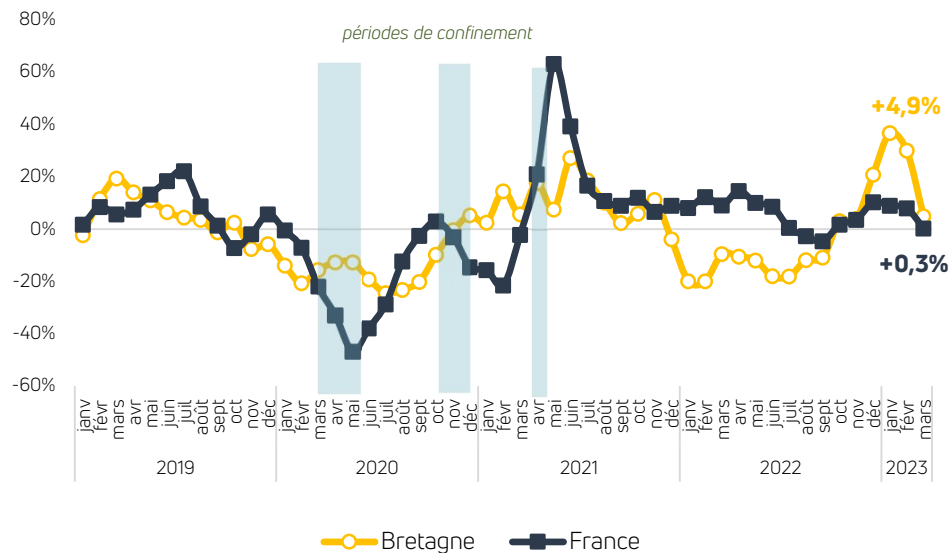
Au cours du 1^{er} trimestre 2023, les surfaces autorisées de locaux en Bretagne sont supérieures aux niveaux enregistrés au cours de la même période de 2022 (+4,9%), alors qu'elles stagnent au niveau national (+0,3%).

A fin mars 2023, sur 12 mois glissants, les surfaces autorisées sont en baisse par rapport aux douze mois précédents (-2,2%) alors qu'elles progressent au niveau national (+3,4%).

La bonne orientation de la demande dans le secteur privé non agricole (+14,4%) et en équipements publics (+8,0%) n'a pas permis de compenser les fortes baisses observées sur le marché des bâtiments agricoles (-26,6%).

Evolution sur trois mois glissants des surfaces autorisées de locaux par rapport à la même période de l'année précédente

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : SDES, Sit@del2 en date de prise en compte

Quels leviers de relance pour la filière Construction ?

LA COMMANDE PRIVÉE

Promotion immobilière : Logements neufs réservés à la vente

- 45 % de logements neufs réservés à la vente (ou vendus) au 4^{ème} trimestre 2022

par rapport au 4^{ème} trimestre 2019

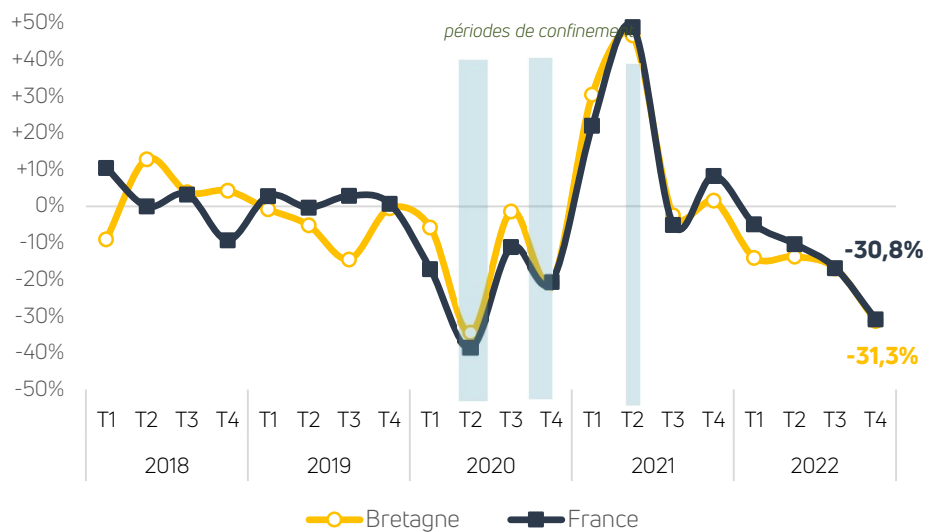
Au cours du 4^{ème} trimestre 2022, 941 logements neufs (individuels groupés et collectifs) ont été réservés à la vente (ou vendus) en Bretagne : ce niveau de ventes est inférieur de 31,3 % au niveau du 4^{ème} trimestre 2021.

Par rapport au 4^{ème} trimestre 2019 (avant-crise), les ventes sont également en fort recul : -45% en Bretagne.

Au niveau national, les ventes ont diminué de 30,8 % au 4^{ème} trimestre 2022 par rapport au 4^{ème} trimestre 2021 et de 40 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2019.

Evolution du nombre de logements individuels groupés et collectifs réservés à la vente par rapport au même trimestre de l'année précédente

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : ECLN

Promotion immobilière : Logements neufs mis en vente

- 39 % de logements neufs mis en vente au 4^{ème} trimestre 2022

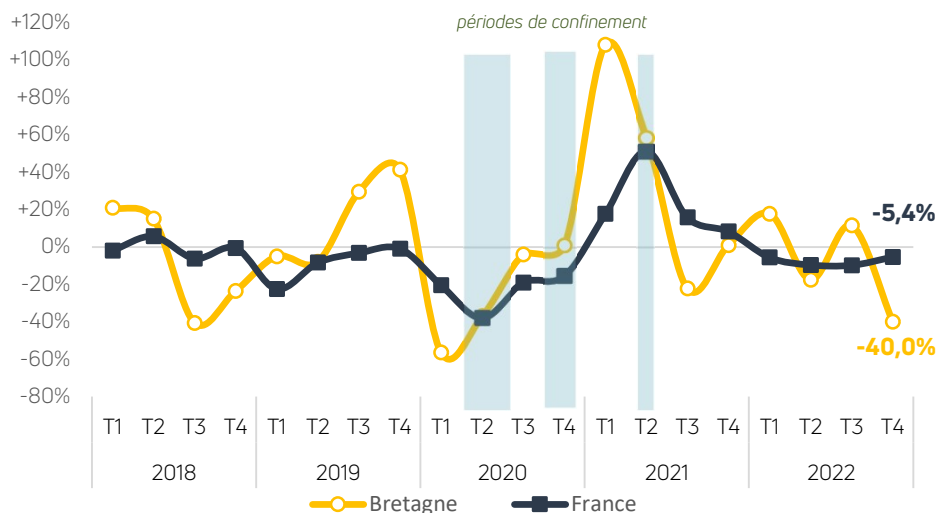
par rapport au 4^{ème} trimestre 2019

831 logements neufs (individuels groupés et collectifs) ont été mis en vente au 4^{ème} trimestre 2022 en Bretagne, en baisse de 40 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2021 et de 39 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2019.

Au niveau national, le nombre de logements mis en vente reste orienté à la baisse au 4^{ème} trimestre 2022 (-5,4% par rapport au 4^{ème} trimestre 2021 et -13,1% par rapport au 4^{ème} trimestre 2019), ceci sur l'ensemble des marchés.

Evolution du nombre de logements individuels groupés et collectifs mis en vente par rapport au même trimestre de l'année précédente

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : ECLN

Annexe : « Quartiers résilients », 1 quartier breton parmi les 25 premiers quartiers retenus

Le 27 avril dernier, Olivier Klein, Ministre chargé de la Ville et du Logement, a présenté les 25 premiers sites retenus pour bénéficier d'un accompagnement renforcé de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) et de ses partenaires dans le cadre de la démarche Quartiers Résilients.

Ce programme vise à réduire la vulnérabilité environnementale des quartiers en renouvellement urbain et comporte deux volets principaux. Le premier volet consiste en un « accompagnement transversal » grâce à un dispositif d'animation et de formation (webinaires, cartes blanches à des partenaires, visites de terrain). Le second volet « accompagnement renforcé » vise à intervenir plus spécifiquement sur 50 quartiers cibles grâce à un financement de 250 millions d'euros de l'ANRU et ses partenaires. Ces quartiers sont appelés à viser « les trois piliers thématiques en mesure d'amplifier l'impact en matière de résilience que sont le cadre de vie (habitat, aménagement, énergie), le développement local et la cohésion sociale ». Ils doivent ainsi pouvoir bénéficier de missions d'ingénierie afin d'établir un « diagnostic de vulnérabilité » et formuler des préconisations opérationnelles à mettre en œuvre dès le courant de l'année 2023.

Parmi les 25 premiers quartiers retenus, figure le quartier « Bois du Château » dans la ville de Lorient en Bretagne. La deuxième vague de sélection de sites « Quartiers Résilients » sera validée avant l'été 2023.

Source : Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des Territoires

Sources utilisées dans cette note : Enquête GIE-Réseau des CERC-Cellule Economique de Bretagne, FFB-FRB, FNTP-FRTP, CAPEB, UNICEM, SDES, Sit@del2, INSEE, ECLN, Vecteur Plus, Banque de France, Pôle Emploi, DARES, AcoSS-URSSAF, STMT, DREAL Bretagne

Avec le concours des membres de la Cellule Economique de Bretagne :

Membres fondateurs :



DREAL Bretagne

Membres de droit :

Préfecture de la région Bretagne
Conseil régional de Bretagne
Trésorerie Générale
Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE)

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Bretagne (DRAAF)
Conseil Economique, Social et environnemental régional de Bretagne (CESER)

Banque de France
Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de Bretagne (DREETS Bretagne)

Membres actifs :

Aro HLM Bretagne
Banque du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP Banque)
Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB)
Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment du Finistère
Conseil de l'Ordre des Architectes de Bretagne

Crédit Mutuel Arkéa
ENEDIS - Direction régionale Bretagne
Fédération du BTP des Côtes d'Armor
Fédération du BTP du Finistère
Fédération du BTP d'Ille & Vilaine
Fédération morbihannaise du BTP
Fédération Ouest SCOP BTP
Fibois Bretagne
FNAIM Bretagne

Rennes Métropole
Syndicat des négociants en matériaux de construction de Bretagne